

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABEYRIE FINE FOODS FRANCE

La Bergerie Verte
44830 Bouaye

Références : 2024-01983
Code AIOT : 0054400184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement LABEYRIE FINE FOODS FRANCE implanté à LA BERGERIE VERTE 44830 BOUAYE. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Vérification des conditions de fonctionnement (AP 25/02/2020) et de la mise en œuvre des aménagements proposés par l'exploitant lors de l'augmentation de l'activité de l'établissement en 2019
- Instruction des porter-à-connaissance transmis par l'exploitant :
 - le 2/10/2023 : MAJ du plan d'épandage
 - le 13/03/2024 : Création d'un nouveau local de maintenance dans local algéco destiné uniquement au stockage de produits chimiques non inflammables et de pièces détachées non inflammables (pas de travaux par point chaud).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABEYRIE FINE FOODS FRANCE
- LA BERGERIE VERTE 44830 BOUAYE
- Code AIOT : 0054400184
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir et découpe de canards gras, station d'épuration industrielle par lagunage

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installation de réfrigération 1185	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande d'action corrective	3 mois
8	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Protection de la ressource	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
26	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2012, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
27	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .6.3	Demande d'action corrective	3 mois
31	Exploitation - entretien	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9, 6.2.4 et 6.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de réfrigération 1185	Décret du 22/10/2018	Sans objet
3	Installation de réfrigération 1185	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
5	Installation de réfrigération 1185	Règlement européen du 07/02/2024, article 11	Sans objet
6	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
7	Installation de réfrigération 1185	Règlement européen du 07/02/2024, article 4 et 7	Sans objet
9	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
12	GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 2.3.1	Sans objet
13	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .3.1	Sans objet
14	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .3.3	Sans objet
15	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.3	Sans objet
16	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.4	Sans objet
17	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.6	Sans objet
18	Protection milieux	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	aquatiques	25/02/2020, article 4 .5.2	
19	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .5.4	Sans objet
20	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .5.5	Sans objet
21	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 10 .2.1	Sans objet
22	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 10 .2.2	Sans objet
23	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .5.3	Sans objet
24	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .8.2	Sans objet
25	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .8.5	Sans objet
28	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .6.1	Sans objet
29	Protection milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .6.2	Sans objet
30	Prévention risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement LABEYRIE à BOUAYE a procédé à certaines évolutions sur le fonctionnement de son installation au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE du site du 25/02/2020.

Points positifs :

- Achèvement des travaux séparatifs sur les réseaux des eaux pluviales ;
- Rehaussement et travaux d'étanchéité sur les lagunes ;
- Mise en place de vannes séparatives de coupures sur les réseaux d'eau.

Non-conformités :

- Gestion documentaire du suivi des équipements frigorifiques ;
- Encombrement des zones extérieures ;
- Suivi de certaines installations électriques et chaufferie ;
- Suivi qualitatif des eaux pluviales (étang).

Modifications en cours : Transmission d'un complément au dossier en instruction attendue sur les points suivants sur les points évoqués ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Situation administrative du site au regard de la rubrique ICPE 1185
Constats : Établissement déclaré au titre de la rubrique 1185 pour un volume de 502,5 Kg de fluides frigorigènes. Présence d'équipements de réfrigération sur le site en fonctionnement le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : État des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Marquage présent sur les équipements de réfrigération observés. Absence de stockage de liquide de réfrigération le jour de l'inspection. Inventaire des équipements présent mais non actualisé : Certains équipements présents sur le site ne sont pas répertoriés - informations descriptives erronées inventaire / fiches d'intervention : <ul style="list-style-type: none">• Centrale positive 1• Cellule ACFRI• centrale PROFROID (centrale positive 2)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention sur les fluides frigorigènes - Attestations des opérateurs
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. [...]
Constats : Attestations opérateurs présentées par l'exploitant le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites - Confinement – Carnet d'entretien des équipements
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : Fiches d'intervention présentées pour chaque opération signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement. Absence de fiche d'intervention pour certains équipements (présents sur l'inventaire, mais non constatés lors de l'inspection). Deux équipements en cours de remplacement (R 407A) et mise en service d'un nouvel équipement (en cours de maj).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : <div><p>Règlement n°2024/590 du 7 février 2024: relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</p><p>Article 11.</p><p>Exemptions concernant les produits et équipements qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone ou dont le fonctionnement est tributaire de ces substances</p></div>
Constats : <p>Conformité des fluides présents dans les équipements de réfrigération constatés le jour de l'inspection selon les dispositions du Règlement n°2024/590 du 7 février 2024 : R404A, R449A, R410A</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Présence d'un système de détection de fuite
Prescription contrôlée : <div><p>Règlement 2024/573</p><p>Article 6 - Systèmes de détection des fuites</p><p>1.Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p><p>3.Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement</p></div>
Constats : <p>Point 1: Conforme.</p> <p>Un équipement > 500T CO2 présent sur site : (360Kg R449 A)</p> <p>Annexe 1: R32: 24,3%/R125: 24,7%/R134a: 25,7%: < 500T CO2</p> <p>Annexe 2: R1234yf: 25,3%: < 100Kg</p> <p>Point 3 : Sans objet</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites – Confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement 2024-573 Article 4</p> <p>3. Les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p> <p>5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 <u>au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois</u> après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.[...]</p> <p>Article 7 - Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de fuite déclarée par l'exploitant.</p> <p>Maintenance régulière sur les équipements et remplacement de certains équipements en cours.</p> <p>Transmission de la fiche d'intervention (Cellule AFRI) réalisée le 26/09/2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> • fuite sur flexible hp (réparé), • fuite sur prise de pression condenseur (réparé). <p>A compter du 7/02/2024 un contrôle d'étanchéité devra être opéré lorsqu'une fuite sur un équipement est réparée, par une personne physique certifiée, conformément à l'article 10 <u>au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois</u> après la réparation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Écarts et dérives sur la programmation des suivis TRIMESTRIELS: <ul style="list-style-type: none">• Contrôle étanchéité 1: 26/09/2023 (OT 23092210225@@1),• Contrôle étanchéité 2: 09/02/2024 (OT 23092210225@@1),• Contrôle étanchéité 3 :15/03/2024 (OT 23092210227@@1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Présence des marquages de contrôle d'étanchéité sur les équipements observés constatée lors de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de rejets
Prescription contrôlée : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets - Article 4 I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : Absence de données sur les fuites réparées (voir fiche intervention) et observations réalisées par le prestataire lors de l'intervention de septembre 2023 sur cellule ACFRI (cellule de descente rapide?) : Fuites flexible HP, fuite sur prise de pression condenseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Protection de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .2.1
Thème(s) : Autre, Consommation en eau
Prescription contrôlée : Pendant la période transitoire de réalisation des travaux, le volume maximal journalier sera de 170m3/j pour une consommation annuelle d'eau de 32900m3/an. Au terme du projet : 29500 m3/an
Constats : Dépassement de la valeur maximale de consommation annuelle d'eau (basse et haute activité) suite aux mesures sanitaires renforcées concernant le lavage des locaux et des véhicules, ainsi que des caissons de transport (Influenza Aviaire). Clarification des consommations d'eau selon les nouvelles dispositions sanitaires
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Esthétique
Prescription contrôlée : Les émissaires de rejet et leur périphérie, en l'occurrence, la station de prétraitement des effluents, les abords des lagunes et l'unité de traitement tertiaire font l'objet d'un soin particulier (nettoyage, entretien régulier de la végétation, barrières de protection...).
Constats : Pose d'un grillage de sécurité sur le périmètre de l'établissement et sécurisation des abords de la STEP (Lagunes). Présence d'équipements de sécurité (gilets de sauvetage et bouée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.
Constats : Séparation des eaux pluviales: Réalisation de travaux importants depuis la reprise de l'établissement en 2019 par l'exploitant : Mise en place de vannes de coupure (étang), Création de solins suite aux relevés topographiques réalisés ; Imperméabilisation de la zone de stationnement des PL et des parkings de stationnement des véhicules du personnel; Aménagement du rejet des eaux pluviales (débits de fuite, passage dans séparateur des hydrocarbures) et du confinement des eaux d'extinction
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Inventaire et actualisation en cours des canalisations (nouvelle cartographie) afin de déterminer un plan de maintenance préventive concernant le curage des canalisations. Intervention régulière d'une société de curage des réseaux: entretien 11/05/2023 et 21/11/2023. Débouchage :réseau EU: 03/10/2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.3
Thème(s) : Situation administrative, Présentation des équipements
Prescription contrôlée : Prétraitement des eaux usées, Traitement secondaire, Traitement tertiaire, sortie des effluents traités
Constats : Transmission d'un document le 19/06/2022 concernant la modification et le renforcement des équipements de la station d'épuration. Complément du dossier en cours d'instruction (Gestion des ouvrages : conception-dysfonctionnement et nouveau plan de masse concernant le stockage des boues tertiaires dans les lagunes) pour la mise à jour du fonctionnement de l'établissement attendu : Article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des paramètres de fonctionnement de la STEP et Enregistrements
Prescription contrôlée : Principaux paramètres de la bonne marche des installations de traitement sont portées périodiquement sur un registre Registre tenu à jour concernant les incidents de fonctionnement des dispositifs (collecte, traitement, rejets des eaux superficielles et dispositions prises pour y remédier
Constats : Suivi et pilotage de la station par un prestataire extérieur : Surveillance du fonctionnement à distance, intervention sur le site 1/semaine.

Présence d'un registre de suivi des paramètres de fonctionnement (entretien des équipements) par le prestataire (selon les déclarations de l'exploitant, non vérifié lors de l'inspection).
Projet d'évolution de la valorisation des boues (stockage dans une nouvelle fosse chez un agriculteur extension du plan d'épandage en cours d'instruction): DEMANDE DE COMPLEMENT concernant l'actualisation du descriptif de la STEP, du nouveau fonctionnement
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de rejet
Prescription contrôlée : Mise en place d'un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) devra être effective à compter de la signature du présent arrêté préfectoral.
Constats : Présence d'un préleveur en sortie de station. Blocage de la pompe de rejet des effluents traités à 100m3/j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE (rejets traités)
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du traitement tertiaire avant leur rejet dans le milieu naturel les valeurs définies à l'article 4.5.2 selon les périodes de l'année: - du 01/09 au 31/12 - du 01/01 au 30/08 -en cas d'épandage des eaux traitées
Constats : Enregistrement des volumes d'effluents traités épandus en 2023 entre la semaine 31 et 39 (août à septembre): 4208m3 Réalisation du traitement tertiaire et suivi du dispositif avant le rejet des eaux traitées dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet des eaux Pluviales
Prescription contrôlée : Valeurs limites des eaux pluviales Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Constats : Suivi des rejets des eaux pluviales concernant les rejets route de Bergerie Verte : en attente des résultats
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux collectées dans l'étang
Prescription contrôlée : Suivi du respect des normes de qualité pour les eaux pluviales en entrée de l'étang conforme aux dispositions 4.5.4.1
Constats : réalisation et transmission d'une analyse d'eau pluviale sur chaque des exutoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans suite

N° 21 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 10 .2.1
Thème(s) : Situation administrative, Relevé des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.2.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
Constats : Suivi des prélèvements (>100m3/j) quotidiens. Volumes journaliers transmis pour 2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 10 .2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité eaux pluviales
Prescription contrôlée : Paramètres de suivi: -Autosurveillance des eaux usées industrielles -Autosurveillance des eaux pluviales -Validation de l'autosurveillance
Constats : Suivi des rejets journalier transmis pour 2024 (100 m ³ au max conforme à l'AP) Document de juin 2022 transmis sur l'amélioration du traitement des eaux usées le 19 juin 2024 par l'exploitant. Projet de conserver la lagune 3 dans le traitement des eaux, et de proposer un autre dispositif de rétention des eaux d'extinction (stockage dans lagune 1 en cas de sinistre: rehaussement de l'ouvrage). Déclarations GIDAF consultées de janvier 2023 à mai 2024 : Arrêt de l'activité industrielle sur le site jusqu'à début juillet 2023 - reprise des rejets en août 2023 Période normale : août 2023 – janvier à mai 2024 : - Résultats conformes Période pointe : septembre à décembre 2023 Septembre 2023 peu de rejet car épandage (effluents traités) mais 4 dépassements du volume (<u>245m3/j au maximum au lieu de 170 m3/j</u>) Résultats bien commentés avec informations sur le fonctionnement, explications des dysfonctionnements et mesures correctives décrites RSDE / micropolluants : Analyses sur GIDAF pour novembre 2023 (période de pointe) 1 analyse en juillet 2021 2 rapports d'analyses en novembre 2023 (15 et 29 novembre 2023) Aucun dépassement des concentrations pour chacun des paramètres Acide chloroacétique mesuré à 53,7 µg/l pour l'analyse du 29/11 (VLE à 50 µg/L)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Gestion des eaux d'extinction en lagune et mesures de reprise de l'activité: <i>"Les eaux d'extinction seront collectées dans une ancienne lagune de 700 m³ et seront éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées."</i> L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)

Constats : Rehaussement de la lagune n°1 réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : -Annuelle : extincteurs, désenfumage, portes coupe-feu -semestrielle : installations détection incendie,
Constats : Suivi des extincteurs réalisé le 16/02/24. L'exploitant s'est engagé à faire vérifier les trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Un exercice d'évacuation a été réalisé le 19/09/2023 (rapport transmis avec plan d'actions) Réalisation d'une procédure sur les vannes de sécurité (EP, Lagunes 1) en situation d'urgence (incendie et protection de la ressource en eau d'extinction) Consignes incendie tenues à disposition des services de secours en cas d'intervention. Plan de masse localisant les zones à risques et les équipements de mise en sécurité des zones sensibles (gaz...) non vérifié le jour de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage (Lieu de stockage à l'extérieur)
Prescription contrôlée : La surface maximale des îlots au sol est de 150 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 2,50 mètres minimum. Ces îlots sont implantés : - à 3 mètres minimum des limites de propriété ; - à une distance suffisante, sans être inférieure à 3 mètres, des parois extérieures du bâtiment afin de permettre une intervention sur l'ensemble des façades de l'îlot en cas de sinistre.
Constats : Présence de stockage de palettes bois à distance non réglementaire vis-à-vis des bâtiments (secteur nord-est de l'usine)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 27 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8 .6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. CHAUDIERE: équipements de combustion : Article 2.7 AM du 03/08/2018: <i>"L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées."</i>
Constats : Vérification complète de l'établissement par caméra thermique (Q 19 : 2 anomalies). Absence de registre ou d'enregistrement des actions correctives présenté le jour de l'inspection sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Absence de vérifications des installations électriques de la chaudière Vérification partielle des installations électriques (nouvelles extensions, + Poste HT): Attestation Q 18
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .6.1
Thème(s) : Situation administrative, Règles générales
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses effluents sur les parcelles agricoles en culture dans un rayon de 6 kilomètres autour du site et d'une surface totale de 20,04 hectares dont 2,72 ha exploités par la S.A.S. SOLIPAG et 17,32 ha par Monsieur TENAUD (BRAINS). La liste des parcelles d'épandage est annexée au présent arrêté (annexe 3). La pratique de l'épandage des effluents doit respecter l'ensemble des règles techniques en vigueur prévues dans les textes réglementaires cités à l'article 1.5.1 du présent arrêté.
Constats : Suivi des épandages réalisés en 2023 transmis par l'exploitant. Mise à jour du plan d'épandage et extension du parcellaire en cours d'instruction Mise à jour des capacités de stockage des boues rattachées au fonctionnement de l'établissement en cours d'instruction (fosse de stockage déportée de 895m3)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Protection milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 4 .6.2
Thème(s) : Situation administrative, Quantités maximales des effluents à épandre
Prescription contrôlée : Les quantités maximales épandues par campagne culturale n'excèdent pas 2,332t/an UN et 1,348T/an P2O5 comprenant : - Effluents traités : 4430m3/an sur 2,29 Ha (L3F) en période d'étiage sur prairies fauchées - Boues biologiques : 2,212t/an UN et 1,273T/an P2O5 Intervalle entre deux curages : 4 années (soit 553 UN/an UN et 318 UP2O5/an)
Constats : Transmission bilan annuel 2023 (épandages): Eaux traitées : 4208m3 semaines 31 à 39 en période de déficit hydrique (52 UN et 33 UP2O5) Absence d'épandage de boues en 2023 et 2024 Enlèvement de 152T de Boues vers filière de méthanisation en 2024 (14 au 24/05)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Prévention risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits chimiques
Prescription contrôlée : tenue à jour d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,

<p>auquel est annexé le plan général des stockages. Nature et risques des produits dangereux présents (fiches de données sécurité)</p>
<p>Constats :</p> <p>Actualisation en cours suite aux modifications (nouvel atelier)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 31 : Exploitation - entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9, 6.2.4 et 6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité énergétique, émissions NOX et livret de chauffrie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 3.9: - réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique). Article 6.2.4: valeurs limites d'émissions: NOX Article 6.7: - présence du livret de chaufferie indiquant les résultats des contrôles et opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières.
<p>Constats :</p> <p>rapport de vérification APAVE : 94820/22/12727 suite à l'intervention du 01/12/2022 Rendements et caractéristiques : CONFORME</p> <p>Tenue du livret de chaufferie NON SATISFAISANTE: Commentaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Absence du calcul trimestriel du rendement caractéristique de la chaudière comme celui requis à chaque remise en marche de la chaudière après un arrêt conséquent; Conduite de l'installation: s'assurer de la présence des procédures de démarrage et d'arrêt de l'installation lors des inspections à disposition des intervenants extérieurs (Synoptique affiché en chaufferie à actualiser: non vérifié lors de l'inspection)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>